

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.97  
10 mars 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. SAMUEL NTCHAM ZO'O  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

NTCHAM ZO'O Samuel  
Représentant des Collectivités  
Yendjok à NKO'OVOS - Ebolowa  
Cameroun

Ebolowa, le 4 Février 1955

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai grand honneur de vous accuser réception de la lettre No. T/PET.5/274/Add.6 en date du 28 Janvier 1955 qui m'est parvenue ce jour.

Je suis en conséquence content d'apprendre par celle-ci que le Comité Permanent est en études de mes pétitions écrites avant l'audience. J'attends avec joie votre lettre qui me mettra au courant de tout ce que j'ai demandé.

Espérant de vous une suite dont j'espère toujours favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, mes sentiments dévoués.

NTCHAM ZO'O Samuel.

Ebolowa, le 31 Janvier 1955

A Monsieur le Président

MEMOIRE

Au terme du Decret-Loi du 8 Août 1935, je m'oppose à la transaction de mon terrain lot No. 19 à Monsieur EXARCHOS.

Vu l'Article 487 du Code de Commerce, que j'ai droit à m'opposer sur cette transaction.

Vu l'Assignation de cette transaction qui m'oblige de m'assister à l'Homologation du Tribunal de Commerce d'Ebolowa.

J'ai l'honneur de vous informer la raison de mon opposition de cette transaction, Monsieur le Président, vous savez bien ce que c'est que le bien immobilier, surtout de la terre au Cameroun un pays sous tutelle internationale suivant l'accord de tutelle de 1946, Cameroun sous Administration française, vous comprenez par là, les ventes de mes terrains sous forme de faillite à des prix dérisoires arachés dans les lois de faillite. Et qu'il n'est pas de coutume dans mes droits traditionnels qu'un Africain propriétaire de terrain soit en faillite.

Considérant que toutes richesses de mes terrains, camions et mon titre de représentant sont la base de la déclaration de ma faillite.

Considérant que le désir des colons d'exproprier les autochtones de leur terre dénote leur désir de saboter le plus possible les richesses de notre pays, en employant les termes faillite.

Il serait donc équitable que Monsieur Exarchos paye 1.000.000 de francs à titre de dommages-intérêts provenant des cent mille francs qu'il me doit depuis 1951. A savoir que si j'avais travaillé avec cette somme en achetant des produits par exemple cette somme pourrait me donner un bénéfice chaque marché une tonne de cacao, et une tonne de cacao fait 4.000 francs de bénéfice, voyez que la saison dure 7 mois par an, et chaque mois il y a quinze marchés au minimum, ce qui fait 15 marchés x 7 = 105 marchés par saison. Et combien font 4 saisons à raison de 420.000 francs par saison, sur un point de départ de commencer l'achat des produits à une somme de 100.000 francs en main.

Ce qui fait en 4 ans 1.280.000 francs. C'est pour cela que je vous prie, Monsieur le Président, de m'accorder ma demande de dommages-intérêts de 1.000.000 de francs.

Je maintiens mon opposition si la condition que j'avance n'est pas satisfaisante.

NTCHAM ZO'O Samuel.

(s.)

NTCHAM ZO'O Samuel  
Notable, Représentant des  
Collectivités YENDJOCK, à  
NKO'OVOS - Ebolowa (Cameroun)  
Sous Administration Française

Ebolowa, le 26 Janvier 1955

à Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.  
NEW YORK

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai grand honneur d'accuser réception de votre lettre No.T/PET.5/274  
Add.7 du 17 Novembre 1954 écoulé. Elle m'a été parvenue aujourd'hui même.

Je vous prie de recevoir, dans ce même pli, deux copies de lettre  
adressée à Monsieur le Haut-Commissaire de la République Française au  
Cameroun le 21 Janvier 1955 lors de sa première tournée à Ebolowa, Région  
du Ntem.

Je vous serais en conséquence reconnaissant de recevoir de vous par  
lettre recommandée avion la suite de mes pétitions après session du Conseil  
de Tutelle.

Je suis appellant dans mon affaire de voiture auprès de la Cour d'Appel  
du Cameroun à Yaoundé et serais très heureux de demander votre intervention  
devant cette juridiction avant que le jugement soit rendu.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes  
sentiments bien dévoués.

NTCHAM ZO'O Samuel.

(s.)

NTCHAM ZO'O Samuel  
Représentant des Collectivités  
YENDJOK (Ebolowa), Détenu à la  
Maison d'Arrêt d'Ebolowa

Ebolowa, le 21 Janvier 1955

A Monsieur le Haut-Commissaire de la République Française  
au Cameroun (de passage à EBOLOWA)

s/c de Monsieur le Chef de la Région du Ntem à EBOLOWA

s/c de Monsieur le Régisseur de la Prison à EBOLOWA

Monsieur le Haut-Commissaire,

J'ai grand honneur de vous faire le sommaire de ma vie depuis 1953, et quelques observations faites depuis mon incarcération du 5 Novembre 1954.

1<sup>o</sup> - J'ai été prononcé en faillite en 1953 pour un passif d'environ 2.000.000 de francs CFA, alors que mon actif est de 20.000.000 de francs, c'est-à-dire propriétaire de 5 camions de transport, deux voitures et 5 cases en location dont le revenu annuel est de 360.000 frs, suis représentant de 14 ha de terrain reconnu suivant livret foncier No. 53/V/12, représentant coutumier des collectivités Yendjok et pour tout le centre urbain de la ville d'Ebolowa occupée par l'Administration française suivant procuration des membres de familles Yendjok enregistrée sous le No. 248 folio 37 en date du 2/6/1954, propriétaire de 4 lots d'une superficie de 21.000 m<sup>2</sup> à Angalé (Subdivision d'Ebolowa. Je ne tiens même compte de mes terrains non reconnus.

Les représentants de la F.O.M. à Ebolowa, connaissant bien ma situation, ont cherché tout moyen de m'étouffer en me supprimant au moyen de la faillite mes droits civiques, politiques et domaniaux en cherchant à vendre mes biens à des prix dérisoires. Constatant que leurs agissements n'étaient pas légaux, j'avais saisi le Ministère de la France d'Outre-Mer le 26/3/1954. Le Ministère a bien voulu ouvrir une enquête le 17/7/1954 pour connaître la vérité de mes déclarations. Le Gouvernement du Cameroun envoya en réponse de fausses déclarations contre mes dires. Je l'avais constaté lors de ma convocation le 17 juillet 1954 au Palais de Justice à Ebolowa et où j'ai refusé la reconnaissance de ces fausses enquêtes du Gouvernement Français et avons établi un Procès-Verbal à cet effet. A partir de cette date, voyant que je n'avais de satisfaction de la part du Ministère, j'avais enfin saisi l'O.N.U. C'est pour cette dernière

communication que je suis considéré comme ennemi du Gouvernement Français dans mon Territoire. Alors que cette Assemblée n'est pas contre ma chère Patrie, la France. J'avais remarqué cette antipathie pour des raisons suivantes :

1° - Le prononcé illégal de ma faillite, mon actif étant supérieur à mon passif;

2° - En prison, on me scinde d'entre les autres prisonniers. Les prisonniers criminels se promènent sans gardien et sont même employés chez des Européens, passant librement la nuit hors de prison pendant toute la durée de leur peine.

Hier, le 21/1/1955, je devais aller vérifier l'exactitude du montant de mes créances chez mon Syndic. J'eux à cet effet un laissez-passer du Régisseur. Etant passé par devant le Bureau de la Région et ayant été vu par le Chef de Région, celui-ci ordonna mon retour immédiat à la prison en demandant de m'enfermer constamment, alors que les véritables bandits sont leurs employés. Je ne veux pas vous parler du fouet et de la verge dont sont astreints tous les prisonniers.

Je m'étonne que depuis 1946 les travaux forcés étaient abolis. A Ebolowa, le Gouvernement avait payé deux camions citernes pour la distribution d'eau, mais la corvée d'eau existe toujours. Un demi-fût rempli d'eau est transporté jusqu'à d'effrayantes altitudes par deux malheureux prisonniers épuisés et mal nourris et dont les soins et visites médicales sont parfois refusés sous prétexte qu'ils ne se sauvent de la corvée. Que font les camions citernes ? Ils desservent les particuliers qui vont payer. Les prisonniers travaillent exactement comme les détenus de droit commun.

Je prends des précautions voyant que le Chef de Région me hait et qu'il lui est de droit de me faire infliger de pareilles peines, ce qui risquerait de me faire perdre ma vie.

Veuillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, l'expression de ma respectueuse considération bien distinguée.

NICHAM ZO'O Samuel.

(s.)

AMPLIATIONS :

Haut-Commissaire (1)

Chef de Région (1)

J.N.U. (1)

Archives (1)

Ebolowa le 29 Janvier 1955

NTCHAM ZOO Samuel, Prévenu à la  
Maison d'Arrêt d'EBOLOWA

A Monsieur le Haut-Commissaire de la  
République Française au Cameroun à  
YAOUNDE

s/c de M. le Chef de la Région du  
N'TEM à EBOLOWA

s/c de M. le Régisseur de la Prison  
d'EBOLOWA

Monsieur le Haut-Commissaire,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le notaire d'Ebolowa vient de procéder le 27 Janvier dernier à la vente aux enchères publiques de trois de mes lots de terrain totalisant une superficie de 15.000 ca. Le prix de l'adjudication est au total de 465.000 frs.

Je m'empresse pour cela de vous adresser mon opposition tant en ce qui concerne l'acte même de la vente qu'en ce qui concerne le prix d'adjudication.

Je me plais à vous signaler que j'ai été déclaré en faillite dans des conditions particulièrement indécentes. J'avais refusé de vendre mes terrains à mes locataires (Emarchos, SOCOPRO, Le Bris...). Déçus, ceux-ci ont profité d'un répit apporté à mes activités par un accident de voiture dont je venais d'être victime. De complicité avec le juge Atis, ils ont donc réussi à me faire déclarer en faillite pour une somme de 130.000 frs dont j'étais redevable COAF de par un de mes clercs.

Ceci admet bien une explication, ce que mes adversaires ont cru que j'allais être obligé de leur vendre mes terrains maintenant que j'étais en faillite. C'est pourquoi tout a été fait pour que je n'arrive pas à sortir de cette faillite, malgré mes propriétés atteignant une valeur matérielle bien plus importante que mon passif estimé à 2.000.000 de frs. La preuve c'est que mes cinq voitures m'ayant valu au total plus de 2.500.000 frs ont été cédées par mon syndic à des prix de totalisant que près de 250.000 frs (un camion valant par exemple 50.000 frs !)

C'est pour les mêmes buts qu'on vient de procéder, sans me consulter, à la vente aux enchères de mes lots de terrain. Passe encore qu'on les ait mis à prix à la valeur officielle à Ebolowa (1.000 frs le mètre carré), mais à la valeur dérisoire de 30 frs le mètre carré !

Aussi Monsieur le Haut-Commissaire, vous serais-je obligé de bien vouloir constater avec moi que la spoliation de mes biens par l'Administration locale est trop criarde. Si j'avais mes activités régulières mes terrains m'auraient valu 15.000.000 de francs. Mais parce que je suis en une faillite d'ailleurs injustement provoquée, il me valent 450.000 francs, c'est-à-dire les 3/100 de ce qu'ils doivent me revenir. Et avec de pareilles situations l'Administration locale s'étonne qu'il y ait des mécontents ! Mais suis-je libre de vouloir ou de ne pas vouloir vendre mes terrains ?

Veillez souligner par ailleurs que j'ai à maintes reprises déjà manifesté mon refus de la vente de mes terrains à des prix dérisoires, comme en font foi les lettres dont je joins à la présente les copies,

Je m'appête d'autre part à vous faire parvenir mon mémoire d'opposition à la présente vente.

Dans l'assurance que vous réserverez à ma requête les suites qui lui conviennent, je vous prie de croire, Monsieur le Haut-Commissaire, à l'expression de mon profond respect.

Samuel NICHAM ZOO

(s.)

- - - - -